



Mémoire du Département d'Etat sur la Syrie: il s'agit de préparer le terrain pour la guerre avec la Russie

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 25 juin 2016

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le secrétaire d'Etat John Kerry a rencontré le 21 juin plusieurs « diplomates » du Département d'Etat, auteurs d'un mémoire dissident. Ils y appellent au lancement de frappes aériennes américaines contre le gouvernement syrien, prétendument comme moyen de mettre un terme à une guerre de cinq ans qui a coûté la vie à bien plus d'un quart de million de personnes et obligé à fuir plus de la moitié de la population du pays.

Le *New York Times* a rapporté que Kerry et dix des cinquante et un agents de niveau intermédiaire ayant signé ce mémoire avaient eu « une conversation étonnamment cordiale » à son propos, ce qui fut divulgué aux médias alors que l'encre n'en était pas encore sèche.

Le ton de la réunion n'avait rien d'étonnant. En voyage en Europe quand la note est apparue dans la presse, la semaine dernière, Kerry l'avait qualifiée de « déclaration importante ».

En réalité, la politique proposée dans le mémoire est celle que Kerry lui-même préconise depuis des années dans le gouvernement Obama, comme moyen d'inverser la situation dans une guerre de changement de régime où on s'est servi comme forces par procuration, de milices sunnites liées à Al-Qaïda, soutenues par la CIA.

En 2013 Kerry, alors nouvellement installé, était l'un des partisans les plus belliqueux d'une intervention directe de l'armée américaine pour renverser le gouvernement syrien de Bachar al-Assad après que le gouvernement Obama eut annoncé sa « ligne rouge » à propos de l'utilisation d'armes chimiques. C'est Kerry qui avait plaidé pour la guerre en août de cette année, sur la base de l'affirmation frauduleuse que les forces gouvernementales syriennes étaient responsables d'une attaque à l'arme chimique dans la banlieue de Damas.

Le gouvernement Obama recula devant une intervention militaire directe face à l'écrasante opposition populaire à une nouvelle guerre au Moyen-Orient et sur fond de divisions profondes entre dirigeants de l'armée américaine d'une part, et entre le Département d'Etat et la CIA d'autre part, sur l'opportunité d'une telle intervention.

Il adopta un plan, négocié par Moscou, de démantèlement des armes chimiques. Par la suite, en 2014, il lança des frappes aériennes et envoya des centaines de forces spéciales

en Syrie, en violation directe du droit international. Il le fit sous prétexte de lutter contre l'État islamique (EI), une milice islamiste brutalement sectaire que Washington avait tacitement soutenue jusqu'à ce qu'elle envahisse une grande partie de l'Irak, mettant en déroute les forces de sécurité formées et armées par les Etats-Unis.

L'intervention militaire russe en Syrie montra un an plus tard que c'était là une guerre bidon. Elle a réussi, avec les troupes du gouvernement syrien, à porter des coups sérieux tant à l'EI qu'au Front Al Nusra, l'organisation syrienne d'Al-Qaïda que Washington protège toujours.

Voilà la situation qui a déclenché le mémoire dissident du Département d'Etat. Les soi-disant rebelles soutenus par Washington ne sont pas seulement en désarroi, ils tournent encore les canons fournis par la CIA et le Pentagone les uns contre les autres.

Le cessez-le-feu, que les dissidents du Département d'Etat prétendent vouloir faire respecter par l'escalade militaire, a été utilisé par Washington pour acheminer plus d'armes aux milices islamistes, repositionner leurs forces et amortir l'offensive de l'armée syrienne soutenue par la Russie. Il n'a pas cependant, réussi à tourner le cours de la bataille à l'avantage des forces soutenues par l'Occident.

D'où la nécessité de ce que les agents du Département d'Etat appellent « un rôle militaire plus affirmé des Etats-Unis en Syrie, basé sur l'utilisation judicieuse d'armes utilisées à grande distance et depuis des avions, qui sous-tendraient et pousseraient un processus diplomatique plus ciblé et plus dur dirigé par les Etats-Unis. »

Autrement dit, une nouvelle opération « choc et effroi » arrangera les choses; une attaque où les missiles Tomahawk et les bombes intelligentes américaines pleuvront sur Damas, comme déjà sur Kaboul, Bagdad et Tripoli.

Cet argument, totalement en phase avec l'idéologie militariste des criminels du gouvernement Bush ayant orchestré la guerre fondée sur des mensonges qui a détruit l'Irak, s'accompagne d'un appel « humanitaire ».

Le mémoire affirme que « la justification morale de prendre des mesures pour mettre fin à la mort et à la souffrance en Syrie, après cinq ans de guerre brutale, est évidente et incontestable ». Personne ne se douterait, en voyant ce raisonnement cynique, que les « cinq ans de guerre brutale » sont le produit direct de la massive opération de changement de régime orchestrée par Washington. L'argument, cependant s'accorde bien avec la campagne anti-impérialiste hypocrite menée par la pseudo-gauche, des organisations comme l'Organisation Socialiste Internationale (ISO) aux États-Unis, le Nouveau Parti anticapitaliste en France et le Parti de Gauche en Allemagne, qui sont allés jusqu'à faire l'éloge de cette opération de changement de régime soutenue par la CIA comme d'une « révolution ».

La frustration exprimée par les dissidents du Département d'Etat n'est pas seulement due à l'échec de la politique d'Obama en Syrie, mais à celui de toute la stratégie de l'impérialisme américain au Moyen-Orient ce dernier quart de siècle.

Suite à la liquidation de l'Union soviétique par la bureaucratie stalinienne de Moscou, Washington a commencé une politique de guerre sans fin fondée sur la conviction que le militarisme et la conquête néo-coloniale pouvaient compenser la crise historique et le déclin

économique du capitalisme américain. L'idéologie sommaire justifiant cette stratégie criminelle d'agression a été résumée par le *Wall Street Journal* au moment de la première guerre du Golfe en 1991 par le slogan « la force, ça marche ».

Mais comme on l'a vu, ce ne fut pas le cas. Un quart de siècle de guerres américaines dans la région n'ont fait que produire une débâcle, ont tué et mutilé des millions de personnes, créé des dizaines de millions de réfugiés sans-abri et anéanti le tissu social de toute la région.

La solution proposée par les auteurs du mémoire à cette débâcle est une nouvelle escalade militaire, avec la nette menace cette fois de déclencher une guerre nucléaire mondiale.

« Nous ne préconisons pas une pente glissante qui aboutisse à une confrontation militaire avec la Russie, » déclare le mémoire, ajoutant rapidement que ses auteurs « reconnaissent que le risque d'une nouvelle détérioration des relations américano-russes est important et que des mesures militaires... peuvent donner lieu à un certain nombre d'effets de second ordre ».

Parmi ces « effets de second ordre » il y a la mort de militaires russes et iraniens déployés avec les forces gouvernementales syriennes, la probabilité de la destruction d'avions militaires russes et américains et une escalade d'hostilités mutuelles.

C'est là où mène la « pente glissante » que les dissidents du Département d'Etat « ne préconisent pas ». Une telle évolution n'est guère un accident. Dès le début, la guerre américaine de changement de régime par procuration a été lancée dans le but de priver Moscou et Téhéran de leur principal allié dans le monde arabe en vue d'une confrontation directe avec ces deux pays.

L'appel à une intervention militaire américaine directe contre Damas a été fait dans des conditions où les tensions entre Washington et Moscou sont à leur plus haut niveau depuis la guerre froide. Les exercices militaires continus de l'OTAN sur la frontière occidentale de la Russie et le déploiement de systèmes anti-missiles en Europe de l'Est, conçus pour préparer une guerre nucléaire « gagnable » contre Moscou, montrent le danger grandissant qu'il y a d'une confrontation entre les deux principales puissances nucléaires du monde.

La Maison Blanche d'Obama a rejeté les propositions contenues dans le mémoire du Département d'Etat. On n'est pas enclin à monter une grande intervention militaire nouvelle avant les élections de novembre. L'élite dirigeante américaine a toujours été réticente à fournir ne serait-ce que la plus petite occasion au peuple américain d'exprimer son attitude face à la guerre.

Mais quel que soit le parti qui remportera l'élection, le nouveau gouvernement se lancera dans une dangereuse escalade du militarisme. Les deux candidats présomptifs, la démocrate Hillary Clinton et le républicain Donald Trump, ont exprimé leur soutien à un bombardement accru, à l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne et à d'autres actes d'agression. Plus fondamentalement, la marche vers la guerre a son origine dans une crise du capitalisme américain qui s'aggrave en permanence et dans les tensions irrépressibles se développant dans la société américaine.

Bill Van Auken

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2016

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca